

**Séance du Conseil général du 29 juin 2009
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Yann Chappatte, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux et aux Conseillers généraux. Il salue la presse et signale que, vu l'emplacement des journalistes, on pourra dire ce soir que les murs ont des oreilles : vous ne les voyez pas, mais ils sont bien là. Il procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. Tous les Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Tous les Conseillers communaux sont également présents.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 22 du 10 juin 2009
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 18 mai 2009
3. Communications
4. Questions orales
5. Discuter et approuver, dans le cadre de la réalisation de l'extension du Centre de loisirs des Franches-Montagnes S.A. (CLFM), le projet SATURNE 3, un cautionnement individuel d'une durée de 30 ans et d'un montant de Fr. 204'000.00 en faveur du CLFM S.A.
6. Comptes 2008
 - a) Voter les dépassements du budget 2008
 - b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2008
7. Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes

L'ordre du jour est accepté tacitement.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 18 mai 2009
--

Monsieur le Président, Yann Chappatte, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement. Monsieur Yann Chappatte remercie l'auteur de ce procès-verbal.

3. Communications

a) Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, fait part des communications suivantes :

Le Conseil communal, dans sa majorité, a accepté l'offre du Bureau Queloz relative à l'étude du nouveau périmètre d'un syndicat des chemins pour Fr. 40'000.00. En cas de création d'un nouveau syndicat ou de jumelage avec le syndicat existant, cette avance de frais sera subventionnée à hauteur de 50 à 65 %.

Le véhicule de la voirie devait passer l'expertise. Les frais pour sa remise en état s'élevaient à environ Fr. 4'400.00, sans garantie. Nous avons choisi l'option d'acquérir un autre véhicule pour la somme de Fr. 8'900.00 avec une reprise de Fr. 800.00 pour l'ancien véhicule.

Les personnes suivantes ont été nommées dans la Commission d'énergie, il s'agit de MM. Blaise Willemin, Martial Farine, Pierre-Yves Dubois, Urs Moser, Sébastien Jeanbourquin, Paul-Henri Jobin et c'est Monsieur Denis Chappatte qui animera ce groupe.

Concernant le dossier Charvensod, lors de sa dernière séance, la majorité du Conseil communal a décidé de reporter à une date ultérieure, à convenir lorsque des temps plus propices seront revenus, le jumelage officiel avec la Commune de Charvensod. Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous avons été amenés à prendre cette décision et nous présentons encore une fois nos regrets les plus sincères aux autorités de Charvensod. Nous ne remettons aucunement la charte en question, c'est un vœu que le Conseil général a exprimé que nous réalisions et cela sera fait en temps opportun. C'est à la suite de toute une série d'événements que la majorité du Conseil communal s'est résignée à prendre cette décision : manque d'informations, conduite chaotique du dossier, critiques publiques totalement infondées de nos Conseillers envers leurs collègues lors de séances d'informations, non-prise en considération des conseils et des recommandations prodigués par leurs collègues, échos négatifs qui nous parviennent de la population, des sociétés et surtout ambiance malsaine qui règne dans notre Conseil communal. Moi-même ne serai plus en place afin d'honorer cette signature. Mon collègue Vice-maire ainsi que trois autres Conseillers refusent de se déplacer dans une ambiance pareille pour une cérémonie de jumelage, événement festif où devraient résider le plaisir et la sérénité. Voici les vraies raisons de ce report. Si des sociétés veulent s'investir pour participer à la fête à Charvensod, ce sera sans la participation de la Commune et sans signature officielle de la charte.

Pour mon remplacement à la Mairie, les élections se dérouleront le week-end du 27 septembre prochain.

Ce soir est aussi mon dernier Conseil général et j'aimerais vous faire part de mon regret de devoir vous quitter de cette manière. Après 4 ans de Conseil, autant en temps que Maire, j'avais toujours l'impression de donner le meilleur de moi-même pour défendre les intérêts de notre Commune avec une équipe saine et motivée. Beaucoup de projets ont été réalisés ces dernières années, je ne les énumérerai pas, mais un grand travail pour l'avenir est devant vous avec le dossier du PAL qui, j'espère, sera réalisé prochainement, la halle de gymnastique, un dossier très lourd à gérer et naturellement le dossier de fusion de communes qui sera ces prochaines années à la tête d'affiche de toutes les communes franc-montagnardes. A ce sujet, le Conseil communal des Bois a adhéré au comité du projet d'une commune unique aux Franches-Montagnes. Tous ces dossiers me motivaient à la fin de l'année 2008 pour poursuivre mon mandat. Mais aujourd'hui, je n'en peux plus de travailler dans une ambiance pareille. Si un S.O.S. vous a été transmis au mois d'avril dans vos partis pour que vous preniez conscience de notre situation, malheureusement cela n'a

pas suscité de grande réaction. Alors, pour vous exprimer ce grand malaise et pour éviter une démission en masse, je préfère donner la mienne afin que tout le monde réalise que, dans l'exécutif des Bois, il y a un problème. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, je vous remercie de toute la confiance que vous m'avez témoignée ces dernières années et vous souhaite plein de succès pour l'avenir. Mais avant de conclure, j'aimerais officiellement remercier Claude ainsi que tout le personnel administratif qui m'ont secondé dans mon mandat ; sans eux, un Maire est totalement paumé. J'adresse aussi un grand merci à tous les collaborateurs travaillant pour la Commune avec qui il y a eu beaucoup de dialogues, de contacts et avec qui il a toujours fait bon travailler, tout ceci pour le bien de la communauté. Je vous remercie de votre attention.

b) Bureau du Conseil général

Monsieur le Président, Yann Chappatte, donne lecture d'une résolution datée du 29 juin 2009 qui lui est parvenue.

«Vu la situation relationnelle difficile qui entrave les travaux du Conseil communal, nous soutenons leur décision de reporter la manifestation de jumelage de septembre prochain à Charvensod. En effet il nous paraît qu'une telle manifestation ne peut avoir lieu sans avoir au préalable retrouvé un climat serein au sein de notre Exécutif. Il est également prioritaire que le fonctionnement du Conseil communal soit normalement rétabli afin de ne pas retarder davantage l'évolution des grands projets communaux, tels que :

- *le plan d'aménagement local*
- *le projet de nouvelle halle de sport*

Pour les trois groupes du Conseil général :

Liste libre : Gabriel Bilat

PCSI : Daniel Hubleur

PDC : Marcel Barthoulot»

Monsieur le Président, Yann Chappatte, met cette résolution en circulation pour signature. Il rappelle qu'elle sera présentée par son auteur, en l'occurrence par Monsieur Daniel Hubleur, exclusivement si huit Conseillers généraux acceptent de la signer.

D'autres communications viennent de parvenir au Président, Monsieur Yann Chappatte :

«Le groupe de travail «Charvensod» créé par Isabelle Caroli et Denis Chappatte dont certains membres sont ci-dessous nommés : Willy Perret-Gentil, Paulette Perret-Gentil, Régi Pittet, Lucie Cattin, Silvère Frésard, Francis Sauser et Robert Cattin font part au Conseil général, de leur incompréhension quant au report de la fête organisée par Charvensod le 19 et 20 sept. 2009.»

Madame Michelle Pellizzari de la Commune de Charvensod a envoyé le mail suivant le 29 juin 2009 : *«Nous sommes vraiment désolés de savoir que vous avez des problèmes d'organisation; malheureusement nous avons déjà effectué tous les préparatifs et ce serait difficile de tout renvoyer à une date imprécise; en revanche nous pouvons remettre la rencontre de quelques semaines, mais entre la fin du mois d'octobre. Il nous est impossible de tout renvoyer à l'année prochaine car l'Administration va cesser son mandat et il y aura donc les élections. En espérant de vous voir bientôt, nous attendons votre réponse. Salutations distinguées. Le Maire, Ennio Subet et l'administration communale.»*

4. Questions orales

Le Président, Monsieur Yann Chappatte, cède la présidence à Monsieur Jean-Maurice Jobin.

1) Monsieur Yann Chappatte

Plusieurs citoyens ont interpellé Monsieur Chappatte concernant un projet ancien qui devait être rediscuté relatif au chauffage à distance. Plusieurs personnes domiciliées au cœur du village ont fait des projets de rénovation importants dans différents bâtiments et souhaitent connaître la position de la Commune avant de partir dans leur projet, savoir où en est ce dossier, s'il est en phase initiale, s'il va repartir à zéro ou s'il est déjà avancé. Monsieur Chappatte désire avoir un ordre de grandeur pour que ces gens puissent savoir s'ils peuvent partir avec leur projet ou s'il faut attendre.

Monsieur Denis Chappatte rappelle que c'est un dossier qui lui tient à cœur puisque c'est lui-même qui l'avait présenté au Conseil général il y a une dizaine d'années. Comme annoncé tout à l'heure par le Maire, c'est Monsieur Chappatte qui a repris la Commission énergie. C'est bien évidemment un dossier prioritaire dans cette commission. Mais comme ce projet n'en est qu'au début, au balbutiement, il lui est absolument impossible de dire s'il y aura ou non un chauffage à distance aux Bois.

Monsieur Yann Chappatte est totalement satisfait.

La Présidence est reprise par Monsieur Yann Chappatte.

2) Monsieur Germain Jobin

Monsieur Jobin a une question embarrassante et demande à la presse de ne pas la relater. Monsieur Jobin sait et tout le monde sait que les relations entre les membres du Conseil communal sont plutôt tendues et malsaines ce qui nuit énormément à la bonne marche du Conseil et des affaires communales et se répercute sur tout ce qui touche à la Commune. D'où ses trois questions à Madame Isabelle Caroli et Monsieur Denis Chappatte. Premièrement, pourquoi agissez-vous de la sorte ? Deuxièmement, qu'espérez-vous retirer de ces démarches ? Troisièmement, une question beaucoup plus sérieuse, comment voyez-vous l'avenir de tout le ménage communal en sachant que Monsieur le Maire a démissionné et que les autres Conseillers, si ça ne s'arrange pas rapidement, sont prêts à quitter aussi le bateau ? Monsieur Jobin attend des réponses claires et précises et ne dites surtout pas que cela n'est pas vrai car tout le monde le sait.

Madame Isabelle Caroli pense qu'avant de porter des accusations comme celles-là qui sont un peu graves, il aurait fallu entendre l'autre partie. Maintenant si effectivement le mobbing, la pression, le manque de respect, la délation, l'agressivité verbale, les menaces, l'abus de pouvoir, l'annulation d'un dossier achevé, c'est ce qu'ils ont fait de mal, alors Madame Caroli pense qu'il faut remettre les choses à leur place et ça c'est plutôt ce qu'ils ont subi depuis 6 mois en se laissant faire. Le seul exemple d'humiliation qu'elle peut donner, c'est leur changement de place : on les a fait changer de place, tels que des gamins. Ils ont accepté. Ils ont accepté de se faire agresser verbalement, ils ont accepté qu'on ne leur transmette pas des informations, ils ont accepté énormément de choses très très graves. Madame Caroli trouve que le gros problème c'est qu'elle a reçu un courrier dernièrement faisant référence à l'article 34 pour lui dire que si elle ne suivait pas les directives, elle serait soumise à cet article. Madame Caroli signale que cet article stipule que les membres d'autorités et les fonctionnaires communaux qui manquent à leurs devoirs, (ce qu'ils n'ont

pas fait selon Madame Caroli), intentionnellement ou par négligence, sont passibles d'une sanction disciplinaire. Madame Caroli estime que c'est grave d'envoyer des menaces à l'un de ses collègues du Conseil communal. Ceci dit, Madame Caroli estime qu'il n'y a pas grand-chose qu'elle et Monsieur Chappatte risquent dans le sens où il y a un blâme; une amende; la suppression des augmentations ordinaires de traitement; un déplacement disciplinaire ou un transfert dans une classe inférieure de traitement; une mise au provisoire; une suspension, avec suppression partielle ou totale du traitement pour six mois au plus et une révocation. Madame Caroli signale que pour les deux derniers points, c'est la chambre administrative du Tribunal cantonal qui statuerait au cas où. Effectivement, la question était pourquoi vous faites cela ? Madame Caroli renvoie la question : pourquoi les 5 personnes du Conseil communal agissent de cette sorte ? Dans la loi sur les communes, il est noté à l'article 33 que les membres des autorités communales et les personnes liées à la commune par un rapport de service sont tenus d'accomplir consciencieusement et soigneusement les devoirs de leur charge et de se montrer dignes de leurs fonctions par leur attitude. Maintenant, Madame Caroli renvoie cette question et demande si le mobbing, la pression, le manque de respect, la délation, l'agressivité verbale, les menaces, l'abus de pouvoir, l'annulation d'un dossier achevé sont dignes de la fonction. Madame Caroli estime que c'est ce que Monsieur Denis Chappatte et elle-même ont subi depuis six mois en essayant de garder leur calme et en parvenant malgré les bâtons dans les roues à suivre leurs dossiers. Madame Caroli demande si un dixième de ces manquements à l'article 33, alinéa 1 ne mérite pas une sanction sévère.

Monsieur Denis Chappatte a un peu l'impression qu'on leur fait un procès d'intentions en leur demandant pourquoi ils agissent de la sorte. Monsieur Chappatte demande de quelle sorte. Est-ce qu'ils ont été entendus ? Est-ce que quelqu'un a expliqué exactement ce qui s'est passé ? Monsieur Chappatte pense qu'arrivés à un moment dans un conseil, quand les conflits d'idées deviennent des conflits de personnes, c'est là qu'on a un problème. Malheureusement, Monsieur Chappatte estime qu'on a basculé de ce côté-là. Les débats étaient houleux, mais pour Monsieur Chappatte, dans les débats, c'est toujours l'idée de la personne qui ne lui convenait pas et pas la personne. Monsieur Chappatte trouve que le fait d'avoir basculé dans un conflit de personnes est très malheureux et il le regrette énormément parce qu'on ne peut plus travailler dans ces conditions. On leur reproche de ne pas mener des dossiers à bien, il aimerait bien savoir lesquels. On leur reproche beaucoup de choses, mais pour lui, on est en train de leur faire un procès d'intentions. Monsieur Chappatte demande qu'on les laisse travailler et qu'on laisse les Conseillers communaux essayer de s'arranger entre eux, ce sont de grandes personnes.

Monsieur Germain Jobin n'est pas satisfait.

3) Monsieur Blaise Willemin

Lors du précédent Conseil général, Monsieur Willemin a posé une question concernant la fibre optique dans notre village. Dans sa réponse, le Conseiller en charge du dossier affirmait que le Conseil général se prononcerait à ce sujet dans sa session du mois de juin. Monsieur Willemin constate à l'ordre du jour qu'il n'y est pas fait mention et il aimerait bien savoir pourquoi.

Monsieur Denis Chappatte signale qu'effectivement c'est quelque chose que nous avons prévu de mettre à l'ordre du jour. Mais le Conseil communal a décidé qu'il était urgent d'attendre vu la vitesse où les prix descendent et les connexions s'améliorent. Le Conseil communal est toujours sur ce dossier qui est important. Malheureusement, actuellement, le

Conseil communal est d'avis que c'est beaucoup trop cher par rapport à ce qu'on peut offrir.

Monsieur Blaise Willemin est partiellement satisfait.

5. Discuter et approuver, dans le cadre de la réalisation de l'extension du Centre de loisirs des Franches-Montagnes S.A. (CLFM), le projet SATURNE 3, un cautionnement individuel d'une durée de 30 ans et d'un montant de Fr. 204'000.00 en faveur du CLFM S.A.

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que nous savons tous que dans les Franches-Montagnes il y a un grand manque de potentiel d'accueil touristique. Très peu d'hôtels sont capables d'accueillir un autocar et c'est toujours la croix et la bannière de loger des touristes venant en nombre. Saturne 2 a fait ses preuves, nous a démontré qu'avec 19 chambres d'hôtels, nous parvenions à diminuer notre déficit annuel. Saturne 3 est un projet commun où toutes les communes franc-montagnardes participent à son élaboration en acceptant un cautionnement; comme le mentionne le rapport, le cautionnement est une garantie financière pour les établissements bancaires. Cette garantie interviendra seulement si le Centre de loisirs n'est plus à-même d'honorer ses engagements. Pour ces raisons, le Conseil communal vous propose d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne désirant s'exprimer, l'entrée en matière est acceptée tacitement.

Pour le débat de fond, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, propose de donner directement la parole à Monsieur André Willemin, Directeur du Centre de loisirs, qui sera plus à-même de présenter un projet détaillé, donner les explications nécessaires et répondre aux questions posées.

Monsieur André Willemin remercie le Conseil général de le recevoir. Pour expliquer ce qu'on va faire, il est important de comprendre ce qui s'est fait. En 2005, on s'est retrouvé face à une situation catastrophique au niveau du financement du Centre de loisirs. Monsieur Willemin pense que ça a échappé à un certain nombre d'acteurs, mais la réalité était celle-là. C'est que le Centre de loisirs avait un impératif besoin d'un lifting complet parce que les installations avaient plus de vingt ans d'âge pour la patinoire et qu'aucune provision, aucune réserve n'avaient été créées et des amortissements largement insuffisants avaient été faits. Donc un besoin de 4 millions de francs d'investissements, sans aucune ligne de crédit, telle était la situation en 2005. Alors, inévitablement, si on avait investi en puisant directement dans le compte d'exploitation, le déficit de la société aurait carrément explosé, c'était une des possibilités. L'autre possibilité aurait été de fermer le Centre de loisirs. Il n'y avait pas d'autre alternative. Pour trouver le financement, on pouvait imaginer trois solutions : la première solution était d'au minimum tripler le prix des entrées, mais c'était totalement utopique car les familles n'auraient jamais pu payer ce prix. La seconde solution aurait été de puiser dans les caisses communales, ce n'était pas praticable car les communes ont suffisamment d'autres charges financières. Restait donc la troisième solution et l'unique chance de sauver le Centre de loisirs, c'était de lui permettre d'augmenter ses recettes en le rendant beaucoup plus attractif et en le professionnalisant; c'est ce que nous avons fait. Monsieur Willemin présente sur un graphique l'évolution du déficit. C'est assez extraordinaire de voir la différence entre l'évolution du déficit tel qu'il aurait été si rien n'avait été fait au niveau des mesures de restructuration et des mesures permettant d'accroître le chiffre d'affaires et le déficit réel qui a été facturé aux communes.

Ce qu'il faut savoir et qui est très important, c'est que le déficit réel est encore péjoré de Fr. 100'000.00 par année en moyenne, car ces quatre dernières années, nous avons fait une provision pour les entretiens futurs parce qu'il ne faudra pas qu'en 2025, on se retrouve dans la même situation. Monsieur Willemin estime qu'il n'y a pas besoin de démonstration pour comprendre que quelque chose s'est passé. Aujourd'hui, on peut dire que par rapport à la situation sans changement, les communes ont été soulagées de Fr. 1.8 million de francs pour les quatre dernières années de prise en charge du déficit. Tout cela en se permettant en plus Fr. 400'000.00 de provisions. Le deuxième constat n'est pas très glorieux et est embêtant pour les Franches-Montagnes, mais c'est ainsi, il faut savoir que les Franches-Montagnes de 1996 à aujourd'hui ont perdu 37 % de leur capacité hôtelière. Rares sont les hôtels qui ont la capacité d'investissement pour moderniser leur parc. La société du crédit hôtelier a fait l'étude de la situation hôtelière aux Franches-Montagnes et est aussi d'avis que la chute va se poursuivre dans les années à venir. Nous sommes donc devant un vrai problème. On paie des gens, notamment via Jura Tourisme, pour faire venir du monde et quand ces gens sont là, on n'a rien pour les recevoir. Partant de ces constats financier et relatif à l'hébergement, on s'est dit qu'il y avait quelque chose à faire. Saturne 1 et 2 ont clairement démontré que ça fonctionnait. On s'est donc dit pourquoi ne pas pousser le bouchon un peu plus loin. C'est là qu'a germé l'idée du projet Saturne 3 en se disant, c'est vrai, les Franches-Montagnes n'ont aucun hôtel capable d'accueillir un autocar. L'autre constat embêtant est que la durée moyenne d'un séjour aux Franches-Montagnes est de 1.8 jour. C'est donc beaucoup trop court et ce, parce que les touristes qui débarquent chez nous n'arrivent simplement pas à s'occuper les jours pluvieux, malheureusement il arrive qu'il pleuve aux Franches-Montagnes et il faut pouvoir occuper ces gens. D'où l'idée de faire un centre wellness et un nouveau fitness. Avec ce centre wellness, on va aussi compléter l'offre par des bains thermaux extérieurs. Il y aura donc une piscine thermale extérieure à 34° chauffée et ouverte toute l'année; vous pourrez vous baigner l'hiver dehors dans la neige. Il faut voir que ce projet-là sera le seul et unique entre Bâle et Genève. Il n'y a aucun concurrent capable d'offrir ce qu'on offrira dans la chaîne jurassienne. Le point le plus proche, c'est Yverdon qui n'est pas sur la chaîne jurassienne. Il y a aussi Rheinfelden, Lavey, Loèche, Saillon, etc. Il n'y a pas besoin de faire une démonstration avec ce qui s'est passé en Gruyère avec les bains qui boostent le tourisme dans cette région. Monsieur Willemin croit que les Franches-Montagnes n'ont finalement aucune raison de rester en retrait par rapport à des régions comparables. Si vous prenez la région de Merano, la Forêt Noire, la Gruyère, ce sont des régions très comparables aux Franches-Montagnes. Pourquoi ces régions sont-elles équipées de telles infrastructures, alors que nous n'avons rien dans ce domaine. Monsieur Willemin croit que nous avons une opportunité et le Président du Gouvernement jurassien, Monsieur Michel Probst et toute l'équipe du Gouvernement ont très rapidement compris qu'il y avait un intérêt majeur et se sont tout de suite précipités dans ce projet. Monsieur Willemin dirait même que c'est le Gouvernement jurassien qui nous a poussés à avancer et finaliser ce projet. Aujourd'hui, c'est clair qu'il ne nous a pas seulement poussés, il nous a également donné Fr. 1.3 million de francs. A ce stade de la discussion, on peut dire que le 40 % du projet est financé par des dons. Il est clair que ce n'est pas parce qu'on va décider de lancer le projet à la fin de la semaine que l'on va stopper la campagne de demandes de dons. Si on peut encore récolter Fr. 100'000.00, Fr. 200'000.00 ou Fr. 1'000'000.00, il n'y a pas de raison de s'en priver. Tout ce qui est payé d'avance rendra le projet d'autant plus attractif financièrement. L'objectif est simple et a deux buts. Le premier est de réaliser un projet de développement touristique régional en offrant aux Franches-Montagnes des prestations de qualité dans le domaine du wellness

et de l'hôtellerie. Le deuxième but est tout aussi important, c'est de faire en sorte que la société du Centre de loisirs soit une fois capable de vivre en étant le plus autonome possible et en dépendant le moins possible des mannes des différentes communes des Franches-Montagnes. C'est vraiment un objectif de limiter la prise en charge de ce déficit parce que 2015 est une année extrêmement importante. Il faut savoir que toutes les communes ont signé la prise en charge du déficit jusqu'en 2015. Le premier janvier 2016, si le déficit est trop grand, un grand nombre de communes partiront en courant, alors que si le déficit est limité largement en dessous des chiffres que nous avons précédemment, on aura démontré que le Centre de loisirs est presque capable de vivre par lui-même et c'est là l'objectif. Pour rappel, les principaux éléments du projet sont un nouveau centre de bien-être avec spa extérieur, saunas, sanariums, bains de vapeur (hammams), bains d'arômes, douches attractions, salles de repos, salle de massages, etc., une nouvelle partie hôtel-restaurant composée de 23 chambres supplémentaires et de deux salles de séminaires. Là aussi, nous avons un grand intérêt : des sociétés comme Swatch group, Novartis, etc. sont extraordinairement intéressées par ce développement. Elles attendent que l'on fasse cela pour venir chez nous. Il est évident que les séminaires d'entreprises seront une chance unique pour remplir cet hôtel au mois de novembre, au mois d'avril, lorsqu'il n'y a rien aux Franches-Montagnes. Raison pour laquelle on va compléter le restaurant du Centre de loisirs par une toute nouvelle salle à manger qui couvrira environ le quart de la terrasse actuelle qui est beaucoup trop grande, sachant qu'elle est exploitée moins de 60 jours par année. Nous aurons donc une salle d'un niveau plus élevé avec nappage pour recevoir des cadres, des banquiers, etc. dans des conditions un peu plus sereines, car on ne peut pas mettre les cadres du Crédit suisse de Genève à côté de 25 gamins qui braillent. Les 25 gamins ont le droit de crier, mais ils ne peuvent pas être à côté des cadres. Il faut avoir des locaux adaptés pour ces différentes clientèles. Il y aura aussi un tout nouveau fitness pour des questions d'implantation du bâtiment. Concernant le financement, le coût du projet est estimé à Fr. 6'400'000.00. Comme déjà dit, ce projet est très largement soutenu par le Canton du Jura et le SECO. Monsieur Willemin rappelle que l'association des Maires des Franches-Montagnes a aussi soutenu ce projet et actuellement le 40 % du projet est déjà financé par des dons privés. De nombreux privés ou sociétés privées ont décidé de prendre part au capital-actions qui sera augmenté et mis en souscription publique. Les Franc-montagnards pourront prendre part aux actions de la nouvelle société. Une priorité et une chose impérative est de faire en sorte que le capital privé ne dépasse jamais le capital des communes. Il faut que la société du Centre de loisirs reste dans les mains des communes. Il ne faudrait pas qu'on trouve un actionnaire qui prenne plus de capital que les communes. Actuellement, la proportion est de 75 % - 25 %. On va se retrouver à 60 % - 40 %. Si les privés devenaient majoritaires, nous aurions une solution toute simple et légale qui serait de diviser soit par deux, soit par dix les actions que détiennent les communes. Pour une somme identique, elles auraient beaucoup plus de voix. Le solde du financement de ce projet sera un emprunt bancaire. Les banques croient en ce projet et se battent pour nous faire des prêts. Le problème, c'est qu'elles ne veulent pas prêter Fr. 4'000'000.00 par exemple et se retrouver au 1^{er} janvier 2016 avec une société qui part en faillite et quinze jours plus tard on repart avec une nouvelle société en ayant épongé la dette. C'est uniquement pour cela que les communes doivent cautionner ce crédit si on veut réaliser ce projet. En fait, les décisions que les communes prennent ces derniers temps ne vont servir réellement que jusqu'en 2015, même si c'est pour une durée de 30 ans. Parce qu'en 2016, si les communes renouvellent la convention, le cautionnement ne servira à plus rien puisque pour 30 ans le Centre de loisirs ne pourra de nouveau plus tomber en faillite. Le

cautionnement est donc une solution transitoire. Enfin, il faut savoir que le business-plan de ce projet est tablé sur un taux d'occupation de 30 %. On est donc relativement prudent. Si d'aventure, on arrivait à 45 ou 50 %, Monsieur Willemin peut assurer que le déficit du Centre de loisirs tendrait largement vers zéro. Il ne veut rien promettre et préfère rester prudent. Si on a des bonnes nouvelles à annoncer dans trois ans, c'est toujours bon. Vous nous avez fait confiance en 2005, vous avez vu que vous aviez eu raison, les chiffres sont là. Aujourd'hui, Monsieur Willemin nous demande de renouveler notre confiance.

Monsieur Yann Chappatte, Président, remercie Monsieur Willemin pour cette présentation. Il précise que Monsieur François Jobin, membre du Conseil d'administration du CLFM SA, est présent ce soir et pourra intervenir pour le Centre de loisirs.

Le Conseil communal n'a aucun commentaire à ajouter. Les Conseillers généraux qui le désirent peuvent poser leurs questions à Messieurs André Willemin et François Jobin.

Monsieur Jean-Pierre Bouille pense que soit il n'a pas compris, soit il y a quelque chose qui ne sert à rien. Monsieur Willemin dit que le CLFM SA a besoin d'un cautionnement de Fr. 204'000.00 pour la Commune des Bois, ceci jusqu'en 2016 pour autant que les Communes renouvellent. Pourquoi nous met-on ce fardeau de 30 ans, alors que le CLFM SA n'en aura plus besoin ?

Monsieur André Willemin précise que la réponse est très simple. En effet, les banques ne savent pas ce qui va se passer en 2016. Selon toute vraisemblance et tout le monde ici est convaincu qu'on ne va pas démolir le Centre de loisirs, ce serait ridicule. Mais techniquement, le crédit est prêté pour 30 ans. Il doit donc être cautionné sur une période de 30 ans parce qu'il faut donner la possibilité aux banques de retrouver leurs billes, le cas échéant où la société se retrouverait en difficulté en 2016. Mais comme actuellement on va tout à fait dans l'autre sens, Monsieur Willemin dirait que, vraisemblablement, les communes vont poursuivre leur garantie pour le Centre de loisirs. Le cautionnement ne gênera rien du tout, il sera en parallèle de la garantie.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que c'est Monsieur Willemin qui le dit, ce n'est pas sûr du tout.

Monsieur André Willemin signale qu'il n'y aura aucune différence. Le fait de renouveler la prise en charge du déficit jouera exactement le même rôle que les cautionnements puisque les communes s'engageront pour les 24 prochaines années pour ce crédit qui aura déjà eu lieu durant 6 ans et sur la durée que choisiront les communes. Ce qu'on ne sait pas, c'est qu'en 2016, les communes peuvent dire qu'elles vont continuer de soutenir le Centre de loisirs mais seulement pour une période de 10 ans. Monsieur Willemin n'est pas devin et ne peut connaître les décisions que prendront les communes en 2015. Si elles renouvellent pour 30 ans comme la première fois, effectivement, ce cautionnement ne servira à rien. Par contre, si elles ne renouvellent que pour 5 ans, ça ne sera pas suffisant parce que Monsieur Willemin voit mal comment la société ou les communes pourront rembourser un tel crédit sur une période aussi courte.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que, d'un côté, le projet est assez séduisant, mais il devient dantesque, énorme. On sait que dans tous les domaines, on évolue, on avance et à un moment donné, on atteint des limites de compétences. Jusqu'où ne pas aller trop loin ? Monsieur Bouille pose la question. Ça devient un paquebot énorme peut-être beaucoup plus difficile à manœuvrer. Il y aura plus d'infrastructures, de restaurants, de personnel, de surveillance et on se rend compte qu'avec les bains, wellness, fitness, si ce n'est pas entretenu avec une exigence de propreté, d'hygiène parfaite, ça ne marche pas. Et si ça ne marche pas, il faut quand même avoir cette hygiène et cet entretien, cela veut dire des coûts fixes énormes. Monsieur Bouille n'est pas aussi sûr que Monsieur Willemin qu'il fasse

aussi beau que ça dans cette période que nous allons traverser et qu'il y ait tout lieu d'avoir une confiance comme celle de Monsieur Willemin. Celle de Monsieur Bouille est beaucoup plus réservée.

Monsieur André Willemin rappelle qu'il y a plusieurs constats qui sont faits. On se rend compte que l'hôtellerie aux Franches-Montagnes n'a pas la capacité d'autofinancement pour se développer. Les parties fitness et wellness sont déjà existantes au Centre de loisirs. Traiter une piscine et un wellness, ce n'est pas un domaine inconnu. Par contre, il y a un tout nouveau domaine dans lequel le Centre de loisirs n'a pas de compétence et là, il faudra s'entourer de personnes compétentes pour prendre en charge cette nouvelle partie qui comportent les soins du corps, massages, etc. La partie hôtel est également déjà connue; c'est relativement simple et, surtout, relativement profitable. En effet, le Centre de loisirs a deux avantages par rapport à l'hôtellerie classique. Tout d'abord, il a l'avantage de la synergie des employés; la personne qui est à la réception ne coûte entre guillemets rien puisqu'elle vend des entrées pour la piscine en même temps que quelques chambres d'hôtel. Le deuxième avantage évident pour Monsieur Willemin, c'est le financement. Quel est l'hôtelier qui peut se prévaloir d'avoir 40 % de son projet payé avant d'avoir commencé les travaux et d'avoir un emprunt au même taux que les communes ? Si, dans ce cas-là, ça ne marche pas, Monsieur Willemin répond tout simplement que l'hôtellerie franc-montagnarde est définitivement morte. C'est pour cela que Monsieur le Ministre Michel Probst a exigé que, dans la convention entre le Canton du Jura et le Centre de loisirs, il y ait une rubrique claire : le Centre de loisirs doit mettre à la disposition des autres hôtels, pour améliorer leur attractivité, l'accès au prix coûtant du wellness. Cela veut dire que tout hôtel qui est établi sur une commune membre pourra envoyer ses clients et utiliser le wellness du Centre de loisirs pour assurer sa promotion et se donner un avantage pour mieux remplir son propre hôtel.

Monsieur Gabriel Bilat signale que, à entendre les hôteliers franc-montagnards, les hôtels ne sont de loin pas remplis. Monsieur Bilat demande donc si on ne fait pas concurrence au secteur privé.

Monsieur André Willemin signale que tous les hôteliers des communes membres ont été invités au Centre de loisirs pour leur présenter le projet et le partenariat qu'on pouvait leur proposer. En arrivant à la séance, certains n'étaient pas d'accord avec ce projet. Mais lorsqu'ils ont vu ce qu'on avait à leur proposer, à l'unanimité, les hôteliers présents se sont montrés favorables et ont trouvé que c'était un atout majeur pour eux. Il faut savoir qu'il n'y a rien de pire que de tuer la concurrence et Saignelégier est sur le point d'en faire un exemple. Dans l'hôtellerie notamment, la concurrence est un élément stimulant et le monde appelle le monde. Un hôtelier franc-montagnard a demandé pourquoi ce projet n'avait pas été fait il y a 20 ans. Monsieur Willemin n'a pas la réponse.

Monsieur Marcel Barthoulot aimerait connaître le taux d'occupation de deux années en arrière.

Monsieur André Willemin signale que c'est difficile de donner les chiffres de deux ans en arrière puisque le Centre de loisirs était en construction. Pour la dernière année, on arrive à près de 50 %. Nous sommes donc mieux que la moyenne suisse, en sachant que le Canton du Jura a une moyenne à 18 %. Le taux d'occupation de cet hôtel, c'est du jamais vu dans le Canton du Jura.

Monsieur François Jobin signale que le Conseil d'administration a accepté ce projet à l'unanimité. La décision finale sera prise en fin de semaine par le Conseil d'administration qui attendait le cautionnement des communes. C'est un beau projet et les membres de ce

conseil y croient. Monsieur Jobin recommande donc vivement d'accepter ce cautionnement.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande si le Canton fait aussi un cautionnement ou s'il fait un don.

Monsieur André Willemin précise que le Canton fait un don de Fr. 1'300'000.00.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que le Conseil communal recommande d'accepter ce projet.

Avant de procéder au vote, Messieurs André Willemin et François Jobin doivent quitter la salle.

Au vote, le point 5 de l'ordre du jour est accepté par 20 voix contre 1.

Messieurs André Willemin et François Jobin reviennent dans la salle.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, leur donne connaissance du résultat du vote, les félicite pour leur projet et les invite à continuer dans leurs démarches.

Monsieur André Willemin demande qu'on lui envoie l'extrait de la décision de ce soir, c'est le Service des communes qui souhaite que le Centre de loisirs collecte ces documents auprès des communes.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, précise qu'on ne lui enverra pas le procès-verbal dans le temps voulu, mais simplement une confirmation de la décision de ce soir. Le Secrétariat communal est prié d'en prendre note et de faire le nécessaire pour que le Centre de loisirs obtienne ce document pour vendredi.

Monsieur André Willemin signale que si c'est dans quinze jours, ça va aussi.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, précise que les décisions du Conseil général peuvent être attaquées par référendum et qu'il y a donc un délai de 30 jours avant approbation définitive. Il s'agira donc d'un oui sous réserve d'un éventuel référendum. Si tel était le cas, Monsieur Willemin serait invité à prendre contact avec le Secrétariat communal qui lui expliquera la procédure.

Monsieur André Willemin remercie les Conseillers pour leur confiance et leur souhaite une bonne soirée.

6. Comptes 2008

a) Voter les dépassements du budget 2008

b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2008

a) Voter les dépassements du budget 2008

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Isabelle Caroli rappelle que ce soir nous allons débattre, si les Conseillers généraux le permettent, des comptes dont le découvert s'élève à Fr. 42'857.90. Madame Caroli ne peut qu'espérer, si on la laisse œuvrer et qu'un travail collégial est retrouvé, ce qu'elle souhaite de tout cœur, présenter avant la fin de son mandat ou soyons optimistes, bien avant, des comptes positifs. Elle précise que les Conseillers communaux sont là car élus par des citoyens qui comptent sur eux; ils s'en fichent d'histoires de cour de récréation. Alors, œuvrons ensemble pour de meilleurs résultats dans tous les sens du terme. Dans l'attente de jours meilleurs, Madame Caroli demande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est considéré comme accepté tacitement.

Pour le débat de fond, Madame Isabelle Caroli suggère de passer les comptes rubrique après rubrique.

Monsieur le Président, Yann Chappatte demande si quelqu'un désire un éclaircissement concernant les dépassements qui figurent dans les comptes et qui ont été référencés dans le rapport remis aux Conseillers généraux.

Monsieur Gabriel Bilat voit qu'il y a de grands montants, notamment pour la formation du personnel, même s'il n'a rien contre la formation, et l'éclairage où on a profité de conduites pour mettre l'éclairage Sous-les-Rangs. Il estime que tout ce qui dépasse Fr. 10'000.00 devrait pouvoir être mis au budget et discuté. C'est donc un souhait qu'il formule.

Madame Isabelle Caroli signale qu'elle a profité de la première séance de la Commission financière pour proposer un fonctionnement un peu différent pour les années à venir. Elle a demandé de connaître l'avis de la Commission financière avant de voter au Conseil communal. A la prochaine séance de la Commission financière, elle referra la même proposition parce qu'elle estime que les commissions font partie intégrante de la vie politique et sociale de la Commune. Elle pense que cela va dans le même sens que les propos de Monsieur Bilat.

Monsieur Daniel Hubleur a une question concernant la diminution des impôts des personnes physiques. Le commentaire dit que le Conseil communal ne peut pas intervenir dans ce domaine, ce que Monsieur Hubleur comprend tout à fait. Il demande tout de même s'il n'est pas possible d'essayer de comprendre. C'est très justement dit dans les commentaires que les autres communes ont vu une situation particulière qui allait dans l'autre sens avec une augmentation des rentrées, alors que nous diminuons quasiment de Fr. 100'000.00 les impôts sur le revenu. Cela interpelle grandement Monsieur Hubleur. Il demande si du côté du Conseil communal, respectivement la Commission financière, il ne serait pas bon de se pencher sur ce sujet et essayer de mieux comprendre pourquoi dans des années telles que les années précédentes où il y avait une situation intéressante, on a diminué pareillement les impôts des personnes physiques. Il ne parle pas des personnes morales parce que nous n'en avons pas beaucoup.

Madame Isabelle Caroli signale que ce point n'a pas encore été discuté puisqu'une seule séance de la Commission a été faite, mais elle mettra cela à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Monsieur Gabriel Bilat remarque que le plus grand dépassement concerne la crèche pour Fr. 165'000.00. Il demande si, sur cette somme, quelque chose va nous revenir du Canton ou de la Confédération.

Monsieur Pierre-Yves Dubois rappelle que tous les comptes qui concernent la crèche sont pris en compte dans la répartition des charges. S'il se souvient bien, l'Etat prend donc en charge 68 %, le solde étant réparti sur les communes au prorata du nombre d'habitants.

Monsieur Claude Gagnebin signale que ce qui figure sur le rapport, ce n'est pas un dépassement, c'est stipulé *«résultat du déficit»*. C'est donc le déficit de la crèche. Ensuite, Monsieur Gagnebin a inscrit dans le rapport *«cependant, l'excédent de charges est pris en compte par le Canton pour Fr. 162'000.00»*. La différence de Fr. 3'000.00 est à la charge de la Commune, le reste étant admis à la répartition des charges et sera réparti de la façon suivante (il ne garantit pas les pourcentages) : 60 à 70 % pour le Canton et 30 à 40 % pour l'ensemble des communes jurassiennes. Avec une moyenne de 70'000 habitants dans le Canton, notre commune paie 1'000 70'000^{ème} de la somme répartie.

Au vote, le point 6 a) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2008

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Isabelle Caroli rappelle que le budget 2008 prévoyait des charges pour Fr. 4'549'800.00 et des produits pour Fr. 4'403'050.00, soit un excédent de charges de Fr. 146'750.00. Au bouclage de l'exercice 2008, le compte de fonctionnement laisse apparaître un excédent de charges de Fr. 219'170.63. Ce résultat n'est de loin pas conforme aux prévisions, les raisons en sont les suivantes : le résultat des rentrées fiscales a nettement été inférieur à celui des prévisions, le taux des intérêts des créanciers a été élevé jusqu'au 30 septembre 2008, différents emprunts ayant été contractés durant cette période et les imputations internes aux autres services ont été inférieures aux prévisions du budget.

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est considéré comme accepté tacitement.

Pour le débat de fond, Madame Isabelle Caroli propose de prendre les rubriques les unes après les autres ; celles qui donnent sujet à discussion sont les suivantes :

240.318.01/Etude de faisabilité chauffage au bois

Monsieur Marcel Barthoulot remarque qu'il y a une dépense de Fr. 9'000.00, au budget il y avait Fr. 10'500.00. Il aimerait savoir ce qui a été fait pour Fr. 9'000.00.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il s'agit d'une erreur de libellé, cette somme correspond à ce qui a été fait pour le syndicat d'amélioration foncière du Noirmont dans le cadre de la contribution communale à ce syndicat.

341.312.01/Energie abri communal de protection civile

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque qu'il y a une dépense de Fr. 761.20, ce qui n'est sûrement pas suffisant pour chauffer l'abri. Il aimerait savoir comment se fait la répartition de chauffage commune/abri. Y a-t-il un seul compteur, peut-on tempérer l'abri et mieux chauffer la Fondation Gentit, comment cela fonctionne-t-il ?

Aucun Conseiller communal ne s'exprime.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il n'y a pas de répartition. Les frais d'énergie correspondent à l'électricité. Le chauffage se fait par le chauffage central de la maison communale. Il n'y a donc pas de compteur séparé.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande si personne ne contrôle le chauffage de l'abri, cela chauffe et tant pis.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il a déjà signalé ce problème il y a plusieurs années. La Commune devrait effectuer un assainissement de la chaudière d'ici 2011, sauf erreur. Dans les années 2000, ce problème était déjà le même. Il y avait un projet de chauffage à distance qui a capoté et la situation est restée identique.

1100.318.04/Ramassage du gazon

Monsieur Gabriel Bilat remarque qu'il y a un dépassement de Fr. 12'000.00 pour l'enlèvement du gazon. Il aimerait savoir s'il est envisagé d'augmenter les taxes des ordures ou si on assumera ce déficit chaque année jusqu'à la taxe au sac.

Monsieur Christophe Cerf reconnaît que nous ne pourrions pas assumer chaque année un tel déficit. Maintenant, le Conseil communal est dans un tournant pour les ordures, il devra prochainement prendre une décision concernant le changement ou non des containers. En effet, Vadec va changer son système de ramassage et va rééquiper ses camions et nous devons revoir le système de la taxe au sac sur lequel on a voté dernièrement. Tout va donc être réétudié. On ne sait donc pas si la taxe va être augmentée, mais c'est effectivement un

compte qui doit s'autofinancer. On ne peut pas faire un déficit chaque année. On a un fonds qui nous permet de voir venir pour environ deux ans.

Monsieur Vincent Berger donne connaissance du rapport de révision de la Commission de vérification des comptes : «Les comptes 2008, bouclés au 31 décembre 2008, ont été contrôlés. Nous regrettons que la Commission fonctionne à quatre, nous attendons que le Conseil général élise rapidement un cinquième membre. Nous avons constaté que les comptes sont présentés correctement. Par conséquent, la Commission recommande au Conseil général de les accepter et d'en donner décharge. Les membres de la Commission : MM. Urs Moser, Yann Chappatte, Mme Séverine Hugi et M. Vincent Berger.».

Au vote, le point 6 b) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

7. Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes

Aucune proposition n'est faite.

Monsieur le Président, Yann Chappatte invite instamment les partis politiques à faire le nécessaire pour trouver quelqu'un puisque, Monsieur Chappatte le rappelle, nous ne respectons pas notre règlement d'organisation. Comme cela l'a déjà été dit, ce n'est pas l'idéal de travailler à quatre pour vérifier de tels comptes. A titre d'exemple, Monsieur Chappatte signale qu'au Noirmont, cette commission comporte sept membres, pour information et pour que les Conseillers généraux se rendent compte du travail à effectuer. Ce point sera repris à l'ordre du jour de la prochaine séance.

La résolution déposée en début de séance a été signée par 16 Conseillers généraux. Par conséquent, Monsieur le Président, Yann Chappatte peut donner la parole au représentant des signataires, en l'occurrence Monsieur Daniel Hubleur.

Monsieur Daniel Hubleur signale qu'au nom des groupes PCSI, Liste libre et PDC, il désire apporter quelques précisions par rapport à cette résolution. Pourquoi une telle résolution ? Monsieur Hubleur rappelle que depuis plusieurs années, tous les partis, y compris le PLR, se retrouvaient pour essayer de composer une liste d'entente pour le Conseil communal, ainsi que la répartition au sein des commissions communales. Ceci fonctionnait bien. Malheureusement, cette année, il n'y avait pas assez de candidats. Toutefois, personne n'a remis en cause Monsieur le Maire, ni les Conseillers communaux sortants. Aujourd'hui, il est important de soutenir ces personnes qui donnent de leur temps pour la collectivité et, par tous les moyens, éviter des démissions en cascade. C'est un secret de polichinelle que de dire que l'ambiance est catastrophique au sein de l'exécutif depuis le début de l'année. Pourquoi ? Nous ne le savons pas en détail et c'est normal, nous tenons à respecter l'autonomie du Conseil communal. Toutefois, il est certain que pour cinq personnes élues, il n'y a pas de problème d'entente et pourtant, il y a une nouvelle Conseillère et un nouveau Conseiller qui, de plus, est représentant des Verts, donc n'étant pas des trois partis précités. Alors, que se passe-t-il ? Dans toute société organisée, il y a des règles de base à respecter, que ce soit une société politique, religieuse, professionnelle et même sportive. Toute nouvelle personne faisant son entrée doit respecter ces règles du jeu. Il semble que certains, certaines, ne comprennent pas aujourd'hui ces principes et c'est regrettable. Monsieur Hubleur estime qu'ils se sont trompés de Conseil. En effet, quand il entend Monsieur Denis Chappatte, tout à l'heure, parler de combat d'idées, d'échange de points de vue au sein du Conseil communal, pour avoir été membre du Conseil communal durant plusieurs années, Monsieur Hubleur signale qu'il s'agit avant

tout d'un travail d'équipe avec des dossiers qui ne nécessitent pas de grands débats politiques. Pour cela, Monsieur Hubleur leur conseille de se porter candidats au Gouvernement jurassien l'année prochaine ou mieux, au Conseil fédéral, une place du PLR étant d'ailleurs à disposition ces temps. Trêve de plaisanteries. Nous ne pouvons accepter cette situation qui ne peut que porter préjudice au bien de notre Commune. Raison pour laquelle nous soutenons pleinement le Conseil communal et respectivement les décisions qu'il a prises. Dans ce contexte, il est tout à fait normal de remettre à plus tard notre visite à Charvensod pour la signature de la charte de jumelage, car il est important de pouvoir se rendre chez eux unis et dans une atmosphère sereine. Comment peut-on envisager une telle manifestation dans la situation actuelle ? Avec quel Conseil ? Sans Maire ? Non, c'est tout à fait impossible. Alors si tous, nous aimons les fêtes et si cette manifestation a de l'importance pour chacun, acceptons qu'il est primordial aujourd'hui de régler nos problèmes avant de nous rendre là-bas. Que toutes les sociétés locales le comprennent bien, c'est un report et non pas une suppression. La fête n'en sera que plus belle. Nous espérons que la solution soit trouvée rapidement, que le Maire revienne sur sa décision et, qu'ainsi, le Conseil communal puisse traiter dans la collégialité les vrais dossiers et Dieu sait s'ils sont nombreux et importants et non les querelles de bas étage dont on nous gratifie depuis le début de l'année.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, rappelle que la résolution ayant été développée par son auteur, elle est soumise au vote. Conformément à l'article 33 du règlement du Conseil général, personne ne peut s'exprimer, il n'y a aucun débat.

Au vote, la résolution est acceptée par 17 voix contre 3.

Monsieur le Président, Yann Chappatte remercie les Conseillers généraux et souhaite une bonne soirée à chacun.

La séance est levée à 21 h 25.

Au nom du Conseil général
Les Bois
Le Président: La Secrétaire :